

La gare de Lyon prise par les grévistes

SNCF. Deux cents cheminots de SUD-Rail et de la CGT, en grève contre le projet d'accord social de la direction, ont envahi hier après-midi le poste d'aiguillage de la gare parisienne, occasionnant de nombreux retards.

« **ALORS LES CHEMINOTS,** vous êtes chauds ? On y va ? » Sourires entendus, ambiance bon enfant, drapeaux de la CGT et de SUD au vent, environ 200 cheminots grévistes ont envahi hier midi le poste d'aiguillage de la gare de Lyon (Paris XII^e). Un coup de force syndical dont l'effet est immédiat. L'ensemble des trains qui arrivent et qui partent de cette gare sont bloqués. Au final, 13 trains impactés, avec de dix minutes à une heure de retard et des milliers de voyageurs qui tréignent dans les TGV qui desservent Lyon, Marseille ou Nîmes.

Pour ce deuxième jour de grève reconductible à la SNCF pour la défense des conditions de travail, l'action se veut spectaculaire. Dans ce bâtiment austère de trois étages installé au milieu des voies, une dizaine de personnes sont chargées de réguler le trafic. « Quand on est envahi, on arrête tout et on met tous les trains en sécurité, dit un aiguilleur. Après, nous n'avons plus qu'à attendre leur départ. » Au micro, Fabien Villedieu, délégué syndical SUD-Rail, au bagou certain, motive la troupe.



Paris (XII^e), hier. L'irruption de grévistes dans le poste d'aiguillage a bloqué toute arrivée et départ de trains pendant une heure. (LP/Vincent Verrier.)

Moins de grévistes sur le plan national

« Il est hors de question de lâcher nos conditions de travail. C'est notre quotidien. On a beau nous faire passer pour des privilégiés, pour des nantis, nous, on sait ce que c'est de tenir un poste à 3 heures du matin, se lever à 4 heures pour contrôler les voyageurs, être à l'accueil, en horaire décalé, se faire cracher dessus par les voyageurs. C'est pour ça qu'on y tient à notre réglementation du travail. »

« Tous ensemble, tous ensemble,

grève générale », scandent les manifestants. Une demi-heure plus tôt, lors de l'assemblée générale, les cheminots de la région Paris-Sud-Est, qui englobe la gare de Lyon, avaient voté à l'unanimité (moins une abstention) la reconduction de la grève. « Ce sont nos acquis sociaux qui sont menacés, harangue Cernon Berenger (CGT). Avec ce qu'a signé la CFDT (lire ci-dessous), on est encore loin de nos conditions de travail actuelles. C'est la porte ouverte au dumping social.

Alors, on va durcir le mouvement. » Hier, les perturbations sur le réseau national sont restées relativement importantes, amplifiées par les crues (lire pages 2 et 3), notamment à Paris sur la ligne C du RER, mais aussi à Tours et à Thionville. A la gare de Lyon, avec 85 % des conducteurs en grève, le mouvement est un succès. Même chose à la gare du Nord (plus de 80 % de conducteurs ayant cessé le travail). Mais, au niveau national, la participation est tombée à 63 %

chez les conducteurs et à seulement 15 % pour l'ensemble des salariés de la SNCF. Soit deux points de moins que mercredi. Une érosion d'autant plus inquiétante pour la CGT qu'elle compte sur le mouvement des cheminots pour maintenir la pression contre la loi Travail. Vers 12 h 30, Julien Dehornoy, directeur SNCF Mobilité de la région Paris-Sud-Est, fait son apparition et résume la situation : « C'est un nouveau texte qui est sur la table (NDLR : à la suite des

negociations entre l'Unsa, la CFDT et le gouvernement). Une nouvelle table ronde est prévue lundi prochain (NDLR : elle a été avancée à vendredi), ça va permettre à chacun de donner ses positions sur ce projet de texte. » Un discours qui ne convainc pas les manifestants qui, au bout de quarante-cinq minutes, quittent le poste d'aiguillage. Sur les lèvres, une chanson : « Guillaume Pepy au RMI, Pierre Gattaz au RSA et François Hollande au Pôle emploi... » **VINCENT VÉRIER**

PRÉVISIONS DE TRAFIC

Aujourd'hui



- 6 TGV sur 10
- 4 Transilien sur 10
- 1 Intercités sur 3
- 1 TER sur 2

Sources : SNCF.

VIDÉO

leparisien.fr

La gare de Lyon sous le contrôle des grévistes durant une heure

Les cheminots de la CGT piégés par ceux de la CFDT

Les cheminots vont-ils reprendre le travail ? Alors qu'hier, l'Unsa, deuxième syndicat de la SNCF derrière la CGT, a annoncé qu'elle suspendait son mouvement, la SNCF et surtout le gouvernement souhaitent aller vite pour mettre fin à la grève. La réunion de présentation aux organisations représentatives — CGT, Unsa, SUD-Rail et CFDT — de l'accord d'entreprise sur les conditions de

travail est prévue lundi. Les données sont simples. Avec les seules signatures de l'Unsa et de la CFDT, qui cumulent plus de 30 % de représentativité, l'accord d'entreprise peut être validé. De leurs côtés la CGT et SUD ont la possibilité de dénoncer l'accord. « Cela serait une folie, assure une source proche du dossier. L'accord obtenu du gouvernement par la CFDT est plus avantageux pour les cheminots que

celui actuellement en vigueur. Et si le texte était dénoncé, c'est le décret socle qui s'appliquerait. C'est-à-dire des conditions de travail moins bonnes pour les salariés de la SNCF. » Reste alors à s'attaquer à l'accord de branche. « C'est peu probable que la CGT joue à ce jeu, estime ce cadre de la SNCF. Elle risquerait de faire exploser l'accord qu'ont su trouver les entreprises ferroviaires. Si elle fait ça, ce sont les

cheminots du privé qui vont se retrouver avec des conditions de travail moins-disantes. » Conclusion de ce militant CGT : « On s'est fait piéger par l'opportunisme de la CFDT. Nous avons fait grève et c'est eux qui ont obtenu un super accord. » Reste à savoir maintenant si la CGT et SUD vont poursuivre le mouvement ? « Il reste la bataille contre la loi El Khomri », assure ce même militant. **v.v.**

Encore une journée contre la loi Travail sous tension

JAMAIS DEPUIS DIX ANS une coupure de courant liée à un conflit social n'avait atteint une telle ampleur. Hier, peu avant 11 heures, une trentaine de grévistes opposés à la loi Travail ont investi le poste de transformation haute tension de Saint-Malo-de-Guersac (Loire-Atlantique) qui alimente la région de Saint-Nazaire, La Baule et la presqu'île de Guérande. Résultat : une coupure d'électricité pour 125 000 foyers, entreprises et sites industriels qui a duré environ une heure et demie. « On peut imaginer qu'il s'agisse d'agents travaillant dans le monde de l'énergie », indiquait hier RTE, gestionnaire du réseau national de haute tension, qui a condamné cette action, fait dresser un constat d'huissier et entend déposer plainte.

A Saint-Nazaire, un supermarché a été évacué par mesure de sécurité, ainsi que la cantine d'un lycée et plusieurs lieux touristiques dont l'« Espadon », ancien sous-marin ouvert au public. « Les visiteurs sont sortis dans le calme, assure l'office de tourisme. Ils ont pu terminer leur visite dans l'après-midi. » Le courant a été

rétabli à 12 h 34, a indiqué RTE. « C'était assez perturbant, témoigne la directrice du centre commercial le Ruban-Bleu, à Saint-Nazaire. Les caisses ne fonctionnaient plus, les vendeurs ont été obligés de faire sortir les clients. Heureusement, nous avons un groupe électrogène qui a pris le relais concernant les équipements de sécurité. » Les pompiers ont été sollicités pour secourir des personnes bloquées dans des ascenseurs et ont signalé au moins deux accidents liés à l'absence de feux tricolores.

Interpellations à Paris

Dans certaines centrales nucléaires, des baisses de charge ont été enregistrées, selon la CGT-Energie, qui mentionne aussi des « coupures d'électricité et de gaz » à Marseille (XIV^e) et à Tulle (Corrèze), fief de François Hollande. A Paris, Nantes, Brest, Rouen, Grenoble... des manifestations ont eu lieu, marquées parfois par des tensions. A Paris, près de la gare Montparnasse et au Congrès des maires de France, Porte de Versailles, où intervenait François Hollande,

plusieurs centaines de personnes parmi lesquelles des groupes de casseurs ont manifesté en marge du rassemblement des cheminots. Des dégradations et des jets de projectiles ont conduit à une dizaine d'interpellations.

A Rennes, une charge policière a fait plusieurs blessés. Sur un site Arkema près de Lyon, entre 1 300 et 5 000 personnes ont manifesté en marge d'une visite d'Emmanuel Macron. Des actions ont aussi été menées contre le patron du Medef, Pierre Gattaz, qui avait comparé des militants CGT à des terroristes. Des manifestants ont brièvement bloqué son entreprise Radiall (Isère). Dans sa villa du Var, des syndicalistes CGT ont coupé le courant et démonté le compteur.

La journée avait commencé par de nombreux blocages et barrages filtrants. Elle s'est achevée par une action de la CGT-Energie qui a revendiqué le passage en tarif heures creuses de 1,2 million de foyers en région parisienne et des actions similaires dans le Grand Ouest.

SÉVERINE CAZES ET SYRIELLE MEJIAS



Pierre-Bénite (Rhône), hier. Des manifestants portaient les masques de Manuel Valls et de Pierre Gattaz alors que le ministre de l'Économie visitait l'entreprise Arkema. (AFP/Jean-Philippe Księżek.)